5 décembre 1985 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, à la mairie de Ducos en Martinique, jeudi 5 décembre 1985.

Monsieur le maire,
- Mesdames et messieurs,
- Merci pour votre accueil, merci aux habitants de Ducos. Merci à ceux qui sont venus d'à côté et je remarque ici que la commune des Anses d'Arlet est venue aussi nous rendre visite. Ce sont des retrouvailles. J'étais venu dans cette mairie. J'avais été reçu par M. Dogue. Nous avions parlé du passé évoquant des souvenirs qui nous sont propres puisque j'avais été accompagné de mon ami, député de la Nièvre, Huyghes des Etages, relié à cette commune par des événements à la fois tragiques et symboliques de la volonté d'émancipation de la Martinique de l'époque dans la République française.
- C'est une occasion pour moi de vous entendre par la voix naturellement de vos élus et d'abord par la voix du maire de la commune, M. Dogue dont je connais l'autorité qui dépasse les limites de cette localité et qui vient de m'exposer, à sa manière, celle d'un sage, à la fois une situation analysée sérieusement, des remèdes auxquels il faut songer, et une espérance qui est la sienne, qui est la nôtre, que je partage.
- Parmi tous ces dossiers qui sont à l'examen de vos assemblées locales et régionales, à l'examen de M. le commissaire de la République et du gouvernement, j'en ai noté deux au passage.\
Le premier est celui de la pêche. C'est vrai que c'est essentiel. Situation délicate, que ces îles loin de l'Europe alors que vos eaux sont communautaires sans que la Communauté sache exactement où elles commencent et où elles s'arrêtent en raison de l'imbrication géographique d'îles relevant de l'Europe par la France et d'îles relevant d'autres autorités. Et c'est vrai que certains de vos marins, de vos pêcheurs supportent des désagréments et même des mésaventures qui ne sont guère supportables et qui les gênent dans leur travail.
- Mais enfin, on s'en occupe. Il y a quinze jours environ, une délégation des élus du département, et sans doute de Ducos, se trouvait au côté de M. le secrétaire d'Etat aux départements d'outre-mer `Georges Lemoine` à Bruxelles, précisément pour faire prendre conscience aux neuf ou onze autres pays que la France, que l'élargissement à l'Espagne et au Portugal et que la situation excentrée des Antilles françaises posent des problèmes qu'il faut résoudre.
- Soyez certains que nous continuerons d'être, naturellement, vos défenseurs : vous êtes nos compatriotes, nous connaissons notre devoir.\
Le deuxième problème est celui de la jeunesse que j'aborderai brièvement sous l'angle de la formation. On ne fera rien sans formation. Ce n'est pas à un éducateur que je l'apprendrai. Il faut avoir des jeunes capables de tenir, d'exercer les métiers de demain et ces métiers de demain, ils sont déjà ceux d'aujourd'hui. A quoi sert-il ou servirait-il de continuer de former des jeunes à un certain nombre de disciplines qui déjà sont dépassées par le progrès. Or, nous avons développé ce que l'on appelle l'informatique pour tous, l'informatique à l'école, informatique qui peut être fréquentée par la population qui s'y intéresse et qui va, en effet, enseigner aux plus jeunes, les méthodes qui leur permettront de se placer devant les machines qui, sans doute, sont chargées de répondre pour nous aux questions qu'on leur pose, mais à la base d'une connaissance technologique et scientifique qui élévera le niveau culturel de nos populations, en même temps qu'il fournira des emplois riches d'avenir.
- Je vous invite, familles qui m'entendez, parents, à diriger vos enfants là où ils seront mis en

- Je vous invite, familles qui m'entendez, parents, à diriger vos enfants là où ils seront mis en mesure d'accomplir ces travaux de demain. Et je sais que les enseignants qui sont là, nombreux, ont déjà compris leur devoir.
- Nous avons, en même temps, développé ce que l'on appelle les TUC, les travaux d'utilité publique. Nous recrutons des jeunes. Vous recrutez des jeunes en grand nombre. Vous approchez, aujourd'hui, les 5000 pour la Martinique, et particulièrement, les 1000 derniers qui sont essentiellement un moyen d'apporter ici les éducateurs d'informatique dont vous avez besoin.
- Avec des éléments comme cela et bien d'autres, dont je n'ai pas le temps de parler ce matin, eh bien ! nous conduirons ensemble l'équipement du pays, la modernisation de la Martinique, le développement de l'emploi. C'est une interrogation angoissante que celle de cette jeunesse sans travail : 27 % des Martiniquais. Je sais, pour vous avoir entendu, que là est le problème numéro un à résoudre.\
Et maintenant, avant de vous quitter, je répéterai ce que j'ai dit dans la commune voisine du François, où le maire, comme vous venez de le faire vous-même, dont je connais l'attachement à nos institutions républicaines, l'attachement à la France, au service de la Martinique me disait : "réussissons la synthèse de l'identité martiniquaise et de la nationalité française". Moi, je dirai tout simplement : "de la République française". La spécificité, l'identité, la dignité martiniquaises, mais qu'est-ce que nous avons fait d'autre, en faisant voter les lois de décentralisation et de régionalisation qui vous permettent, Martiniquais, de gérer vos propres affaires, et particulièrement vos affaires culturelles, celles qui touchent à l'être même, qui prend ses sources dans vos vieilles cultures, et qui vous permettront d'accéder à la société moderne.
- Mesdames et messieurs, la République française, la nationalité française, mais vous l'avez, vous êtes des nôtres, nous y sommes fidèles comme vous. Le seul fait que nous ayons réussi à cerner la personnalité antillaise, la personnalite martiniquaise, à faire que vous soyez des responsables de vos affaires en est la meilleure preuve. Et l'attachement à la France, attachement si vivant, tous ces drapeaux qui s'agitaient sous mes yeux, que brandissent les enfants de Ducos, cette présence, cet enthousiasme, cette amitié, n'est-ce pas la preuve que votre identité, que votre dignité s'accomplira d'autant mieux qu'elle sera comprise par la République française dont vous êtes les citoyens.
- Alors, merci, monsieur le maire, merci monsieur Dogue. Je souhaite bonne chance à vos efforts pour la modernisation, pour le travail, pour la réussite des habitants dont vous avez la charge.
- Je forme des voeux pour vous toutes, pour vous tous, amis martiniquais sur cette place, assemblés et je dirais avec ferveur ces mots qui ne sont pas des mots étouffés, et qui sont simplement le cri qui nous anime.
- Vive Ducos,
- Vive la Martinique,
- Vive la République,
- Vive la France !\